

Mars 2011

# Paroles d'habitants sur les espaces ouverts publics

Quelle prise en compte par l'IAU îdF ?



INSTITUT  
D'AMÉNAGEMENT  
ET D'URBANISME

ÎLE-DE-FRANCE



# Paroles d'habitants sur les espaces ouverts publics : quelle prise en compte par l'IAU îdF ?

Mars / 2011

**IAU île-de-France**

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15  
Tél. : + 33 (1) 77 49 77 49 - Fax : + 33 (1) 77 49 76 02  
<http://www.iau-idf.fr>

Directeur général : François Dugeny

Département Démographie habitat équipement et gestion locale, directrice du département : Christine Corbillé,

Étude réalisée par Sarah Charre (DEUR), Brigitte Guigou (DDHEGL)

Maquette réalisée par Monique Chevrier

N° d'ordonnancement : 2.10.024

*Crédit photo de couverture : Muriel Naudin/IAU idF*



# Sommaire

<b>1. Questions et objectifs</b> .....	<b>5</b>
<b>2. -Quatre positions singulières</b> .....	<b>7</b>
2.1 - Une approche « terrain », pour des études de territoire .....	7
2.2 - Une approche quantitative, sur des problématiques et des méthodologies déjà expérimentées .....	8
2.3 - Une approche exploratoire, sur des thématiques émergentes .....	9
2.4 - Une approche fondée sur la coopération avec les habitants, pour des projets localisés..	10
2.5 - Récapitulatif des études citées .....	12
<b>3. Questions et enjeux transversaux</b> .....	<b>13</b>
3.1 - Savoir composer avec la multiplicité des outils et des savoirs .....	13
3.2 - Ouvrir la focale dans la construction des problématiques .....	13
3.3 - Vers une confrontation des études avec la parole habitante ?.....	14
<b>4. Annexes</b> .....	<b>16</b>



## 1. Questions et objectifs

Les questions de qualité de vie, d'identité locale, d'attachement au territoire font partie des débats sur la ville et l'aménagement. Directement liées aux pratiques et perceptions des usagers du territoire, elles interrogent les méthodes de production des connaissances et d'aide à la décision : la concertation avec les habitants et la consultation de la « parole habitante »<sup>1</sup> tendent à devenir un incontournable de la planification.

L'IAU îdF, en tant que pourvoyeur de données et d'études territoriales pour la sphère régionale, est directement confronté à cette évolution. Mais les méthodes (tant qualitatives que quantitatives) pour prendre en compte le ressenti et les usages des franciliens sont lourdes à mettre en œuvre. Les enquêtes ne sont pas toujours réalisées, ou tout du moins actualisées.

Si certains domaines sont explorés (enquête victimation, observatoire du logement social, fréquentation des forêts, ...), le champ d'investigation d'une approche plus « sensible » de l'aménagement du territoire reste limité. De plus le constat d'un manque de connaissances sur le vécu et les pratiques des habitants s'impose dans certains départements de l'institut, en particulier au Département démographie habitat, équipement et gestion locale et au Département environnement urbain et rural, du fait des thèmes étudiés et (pour le DEUR) des orientations nouvelles de l'action publique en matière de développement durable et d'environnement<sup>2</sup>.

De plus en plus diversifiées, les pratiques urbaines se prêtent aujourd'hui plus difficilement aux outils classiques d'observation : elles sont de moins en moins modélisables et les outils « traditionnels » d'observation des réalités locales (enquêtes quantitatives) restent insuffisants pour répondre aux questions que pose le contexte urbain. Des méthodes plus qualitatives, fondées sur l'écoute et/ou l'observation des habitants, pourraient permettre de mieux appréhender les évolutions des réalités locales. Ce sont plus particulièrement ces pratiques que nous avons cherchées à interroger.

Comme le champ d'investigation de la « parole habitante » dans l'aménagement du territoire est vaste, nous avons centré notre démarche sur les perceptions et usages des « espaces ouverts publics ». Ce thème transversal est traité dans les différents départements de l'IAU îdF. Il est aussi emblématique des questions de bien-être, de « qualité de ville » (l'accès à un environnement de qualité), et est très présent dans les réflexions régionales actuelles autour de la construction de l'éco-région, de la mise en œuvre de l'agenda 21 (l'adéquation de la politique régionale au besoin des franciliens). Les données, qualitatives ou quantitatives, en la matière font défaut<sup>3</sup> : peu d'enquêtes de fréquentation ou d'usage existent.

---

<sup>1</sup> Le terme *habitant* est utilisé dans un sens large pour parler des citoyens et usagers du territoire.

<sup>2</sup> Voir par exemple, le mouvement de recherche participative et le colloque « *Sciences citoyennes et biodiversité* », qui s'est déroulé à l'Université Montpellier 2 les 22 et 23 octobre 2009.

<sup>3</sup> Par exemple, la dernière étude du Crédoc sur les pratiques en forêt date de 1999.

## Les espaces ouverts : de quoi parle-t-on ?

(extraits carnets pratiques<sup>4</sup>)

Parler d'« espaces ouverts » permet de regrouper sous un même vocable l'ensemble des espaces agricoles, boisés et naturels, ainsi que les espaces ouverts urbains. Dans cette acception, les espaces ouverts sont des espaces au sol vivant, par opposition aux espaces construits ou imperméabilisés aux potentialités de devenir beaucoup plus restreintes. Cette notion émergente introduit l'idée de la richesse et de la réversibilité de l'usage des sols.

Mais la notion « d'ouverture de l'espace » est aussi utilisée avec des sens différents de celui que nous proposons ici. Ainsi les paysagistes, les aménageurs peuvent parler :

- d'espaces ouverts au regard : un parking laisse passer le regard mais n'est pas, pour nous, un espace ouvert ; inversement, une forêt ne laisse pas passer le regard mais est un espace ouvert ;
- d'espaces ouverts/fermés au public : les réserves privatives de chasse sont fermées au public mais sont, pour nous, des espaces ouverts ;
- d'espaces ouverts à l'urbanisation : les espaces agricoles sont des espaces ouverts mais ne sont pas pour autant ouverts (c'est-à-dire destinés) à l'urbanisation.

Pour apporter quelques éléments de réponse aux nombreuses et vastes questions posées ci-dessus, nous avons proposé une étude sur ce thème et réalisé des entretiens auprès des chargés d'études de l'IAU îdF<sup>5</sup>, cette note est une synthèse de ces entretiens. L'objectif était d'avoir une idée plus précise de la façon dont les usages et le vécu des habitants étaient abordés à l'IAU îdF. Nous avons en priorité rencontré les chargés d'études qui sont amenés à mobiliser et/ou produire des données (et le cas échéant des méthodes) sur les usages des espaces ouverts publics (conduite de diagnostics de territoire, études thématiques, ...) et sur le ressenti de ces espaces par les habitants. Par le biais d'entretiens d'environ une heure, et sur la base des données et supports utilisés, les questions suivantes ont été abordées :

- Quel est, selon vous, l'intérêt de prendre en compte la parole habitante (et plus largement celle des usagers) dans les projets et études sur lesquelles vous travaillez ?
- Quelles sont les informations que vous utilisez pour appréhender les pratiques et représentations des habitants ?
- Quelles sont les informations que vous produisez pour appréhender les pratiques et représentations des habitants ?
- Quels usages en faites-vous ?
- Quelle est l'utilité de ces données et méthodes pour vous, pour le commanditaire et pour les acteurs locaux concernés ?
- Quels sont, selon vous, les besoins et les manques identifiés en matière de pratiques et de représentations des habitants concernant les espaces ouverts publics ?

Les personnes rencontrées (voir liste en annexe 1), que nous tenons à remercier pour leur accueil, ont des formations (géographes, agronomes, architectes, urbanistes...), des champs d'étude (habitat-énergie, tourisme, sécurité, sport, ...), des échelles d'action (aménagement local, intercommunal, régional, comparaison internationale, ...) très divers.

Cette note est un compte-rendu synthétique de la multiplicité des démarches engagées à l'IAU îdF sur la question des usages et pratiques des espaces ouverts publics. Elle ne vise

<sup>4</sup> Carnets pratiques sur le fonctionnement des espaces ouverts, IAU îdF, à paraître.

<sup>5</sup> Nos choix de méthodes (interviews de chargés d'études, caractère non exhaustif et exploratoire du propos, présentation d'une note conçue comme un support de discussion...) résultent aussi des contraintes auxquelles nous avons été confrontés (temps très limité pour cette étude, fin du CDD de Sarah Charre au 30 juin 2010).

pas l'exhaustivité mais entend livrer un état des lieux transversal. Elle propose un état des pratiques et connaissances mobilisées par les chargés d'études, ainsi qu'une analyse des enjeux transversaux identifiés. Cette approche des questions urbaines n'étant pas le cœur de métier de l'IAU îdF, nous avons aussi essayé de mettre en lumière des savoir-faire complémentaires, peut-être encore peu visibles à l'institut car les commandes sont peu orientées dans ce sens.

## 2. Quatre positions singulières

Parmi la diversité des approches adoptées par les chargés d'études de l'Institut pour appréhender les usages, les représentations et le vécu des habitants en matières d'espaces publics ouverts, quatre types singuliers de positionnement peuvent être identifiés. Soulignons que ces approches ne sont pas « cloisonnées », certains chargés d'études adoptant l'une ou l'autre selon les études qu'ils conduisent.

### 2.1. Une approche « terrain », pour des études de territoire

Dans l'étude des espaces ouverts, certains privilégient une approche « terrain ». Ils construisent d'abord leurs éléments de description et d'analyses à partir du terrain, c'est-à-dire de l'observation des lieux, du paysage, des ambiances, de la topographie, du site... Le cœur de leur démarche est fondé sur l'idée « d'aller voir »<sup>6</sup>, d'observer, de décrire, mais aussi d'éprouver et de ressentir les lieux. C'est une approche sensible. Dans cette démarche, l'observation concerne aussi les usages du site. Ces usages se voient au travers de traces matérielles (cheminements sur les pelouses, orientation des maisons...), le rôle du professionnel étant de déceler et d'interpréter ces traces, de leur donner du sens afin de mieux comprendre le site. Les usages sont aussi observés en regardant la façon dont les gens « vivent les lieux ». Là encore l'observation fait apparaître la diversité des usages (bien loin des catégories habituellement mobilisées, telles que la génération ou la CSP), éventuellement les conflits d'usages... La parole et le point de vue des usagers, sollicités généralement de façon informelle au fil des rencontres de terrain, font partie des éléments de compréhension du territoire.

Sur le plan méthodologique, cette approche est perçue par les intéressés comme étant d'abord intuitive et peu formalisée. C'est effectivement le cas des échanges avec les habitants qui relèvent de la « conversation informelle » et non d'un entretien classique avec guide d'entretien et cadrage préalable. C'est également une approche qui s'appuie sur des outils de description et d'analyse diversifiés : la photographie bien sûr, le dessin, le croquis, la prise d'ambiance, et l'utilisation de tout ce qui peut contribuer à mieux comprendre le territoire (journaux locaux, expositions locales...). Cette posture se caractérise donc par une forme d'immersion dans le terrain, d'imprégnation, qui constitue pour les chargés d'études concernés, la matière première de leur travail, une base d'informations et d'analyses qui les « nourrit » tout au long de leur étude.

Les chargés d'études justifient leur posture par le caractère exclusif de l'information qu'ils obtiennent. Tous soulignent l'importance de recueillir les témoignages des habitants : ils puisent là des informations qu'ils ne peuvent trouver ailleurs. « *Les habitants sont une force de proposition ...* ». Ils « *sont une source d'information précieuse ; parler 5 minutes avec un habitant permet souvent d'en apprendre plus que dans une heure de recherche documentaire...* ». Les chargés d'études s'accordent également pour valoriser l'apport de cette information spécifique. Ecouter les habitants et usagers du territoire francilien permet de « *coller à la réalité* », d'ancrer les études dans la réalité des terrains locaux. Dans le cadre d'études pour des projets de territoire, cette prise en compte est

---

<sup>6</sup> Toutes les citations sont extraites des entretiens auprès des chargés d'études, menés en mai et juin 2010..

indispensable car elle permet « *d'appréhender la complexité des phénomènes, et de ne pas rester dans du caricatural* ».

Cette approche « terrain » est d'abord pratiquée par des chargés d'études de formation paysagiste et, bien que de façon moins fréquente, par des urbanistes et /ou des architectes, des historiens. Quelle que soit leur formation d'origine, ils mènent tous des études de territoire, généralement dans le cadre du Département Urbanisme et Aménagement des Territoires (DUAT). Les études sont diverses : diagnostic de Parc Naturel Régional, étude sur l'identité et l'histoire d'un territoire, diagnostic territorial...

Remarquons que cette approche s'inscrit dans un courant classique des sciences sociales, présent dès l'origine de l'anthropologie et de la sociologie, notamment chez les sociologues américains de l'école de Chicago fortement ancrés dans leurs terrains ou au travers de la notion de morphologie sociale théorisée au début du 20<sup>ème</sup> siècle par Maurice Halbwachs<sup>7</sup>. Mais elle est aussi présente dans certains courants de la discipline géographique et chez les paysagistes qui insistent sur l'importance du contact direct avec le terrain, sur la nécessité d'une approche transversale et systémique et qui ont introduit de nouvelles méthodes de travail dans le champ de l'aménagement.

## **2.2. Une approche quantitative, sur des problématiques et des méthodologies déjà expérimentées**

Certaines études adoptent principalement des méthodes quantitatives, parfois complétées par des approches plus qualitatives. Parmi les méthodes mobilisables, la plus fréquemment utilisée est l'enquête menée sous forme d'un questionnaire passé auprès d'un large échantillon de population. Une partie du questionnaire, ou de l'approche, est alors plus ouverte au ressenti des personnes interrogées.

Les exemples ne manquent pas et témoignent de la diversité des « terrains » et des angles d'approche. Citons, par exemple, une enquête sur la perception de l'espace rural (auprès de 200 personnes), ou une enquête sur l'appréciation du cadre de vie dans les ZUS (auprès de 2500 personnes). Ces enquêtes s'appuient généralement sur des problématiques et des méthodologies connues et déjà expérimentées, l'objectif étant alors de les adapter et de les appliquer à un terrain francilien.

La partie plus « sensible » de la démarche peut prendre des formes diverses, par exemple :

- enquête complémentaire auprès de certains usagers, telle l'enquête sur la pratique du rugby, complémentaire à l'enquête sur les pratiques sportives menée par l'IRDS ;
- questions plus libres sur la perception des espaces, par exemple une question de l'entretien auprès des nouveaux élus du PNR Gâtinais ;
- méthodes complémentaires illustrant le ressenti des franciliens, comme le concours photographique sur la perception de l'espace rural, qui prolonge une étude sur l'agriculture et paysage (2002) repris dans l'Atlas rural d'IDF.

D'un point de vue méthodologique, la passation du questionnaire (généralement par téléphone) est souvent sous-traitée ou réalisée par des stagiaires. Le travail porte sur l'adaptation de la problématique, la construction du questionnaire, l'élaboration et le suivi de

---

<sup>7</sup> *Morphologie sociale*, 1970 (1<sup>er</sup> édition 1938), Armand Colin, Paris.

Pour l'auteur, une société se caractérise par :

- le corps matériel du collectif et des groupes sociaux : taille, volume, structure (par âge...), densité, distribution ;
- leur rapport à l'espace, la forme qu'ils prennent en s'établissant sur le sol, leurs mouvements dans l'espace ;
- la conscience commune que partagent ses membres : l'existence d'une conscience et d'une identité commune autour de valeurs, d'idéaux, de pratiques, de représentations collectives. Cela renvoie au sens, aux significations que les groupes et les individus donnent à l'espace.

l'appel d'offres pour la passation du questionnaire, puis l'analyse des résultats, la rédaction de l'étude et ultérieurement sa valorisation.

La valorisation de ces enquêtes auprès du milieu professionnel est souvent un temps important. Elle permet aux chargés d'études d'élargir et de consolider leurs réseaux professionnels et de positionner l'Institut dans les débats du milieu professionnel. Avoir eu accès, de plus ou moins loin, à la parole habitante ou « *à l'habitant qui sommeille chez les professionnels* » « *permet de légitimer les études* ». La présentation au grand public, lorsqu'elle est possible, est aussi perçue par les chargés d'études et les professionnels concernés, comme très enrichissante. Cela a été le cas avec la présentation du concours photo « regard croisé » entre habitants urbains et ruraux. Dans ce cas, l'initiative de l'IAU îdF a ouvert des perspectives et la formule a été reprise par la suite sur le thème des paysages agricoles (PNR, Chambre d'agriculture...). C'est aussi le cas avec l'enquête victimation qui comporte un volet sur l'insécurité dans les espaces publics.

L'intérêt de cette approche « mixte » est d'abord d'analyser le vécu des espaces dans des contextes sociaux et spatiaux singuliers. La stabilité du questionnement permet des comparaisons dans le temps et dans l'espace. La partie « qualitative » de la démarche permet de compléter l'analyse, de voir les tendances émergentes et de préciser certaines questions abordées dans le questionnaire principal : « *Cela permet de comprendre des choses qu'on ne comprendrait pas autrement* ».

Ces enquêtes, qui exigent un investissement en termes de financements et de temps, sont menées par des chargés d'études de profil divers : ingénieur agricole, sociologue urbaniste, démographe statisticien..., appartenant à plusieurs départements de l'Institut (DEUR, DDHEGL, Mission Sécurité)... Elles s'inscrivent dans la tradition des enquêtes quantitatives menées en milieu urbain par les sciences sociales dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, développées aux États-Unis dans les années 30, puis en Région parisienne par H. Chombart de Lauwe et son centre d'ethnologie sociale dès l'année 1950.

### **2.3. Une approche exploratoire, sur des thématiques émergentes**

L'IAU îdF est aussi amené à s'intéresser à des questions nouvelles ou peu explorées jusqu'alors, sur des thématiques et des pratiques sociales émergentes ou mal connues. Comment aborder, en l'absence d'études portant sur le thème, la question de la dépendance énergétique des ménages du pavillonnaire et leur perception des problèmes environnementaux ? Comment identifier la perception des habitants d'un grand ensemble sur un processus d'aménagement tel que la résidentialisation ?

Pour aborder ce type de sujet, la problématique et la méthodologie sont à construire. Le choix des chargés d'études est alors de s'associer avec des chercheurs et des universitaires, pour qui l'élaboration de problématiques et de méthodologies est le cœur de métier. Cette association peut prendre des formes institutionnelles diverses : réponse conjointe à un appel d'offres du PUCA ou du Ministère de la Culture et du Patrimoine, participation aux séminaires d'un laboratoire de recherche, construction d'un espace de dialogue entre chercheur et professionnel autour de la problématique des formes de l'habitat pavillonnaire...

La complémentarité des métiers et des modes de faire permet d'élaborer une méthode d'investigation innovante. Il s'agit « *de faire remonter la parole de l'habitant d'une manière ou d'une autre* », chercher des méthodes « *qui permettent de libérer la parole de l'habitant, de nommer l'innommable* ». Des outils différents sont généralement combinés : entretiens exploratoires pour défricher le terrain et tester la problématique, entretien semi-directif auprès d'un échantillon plus large de population (par exemple 150 pour l'étude sur le comportement énergétique des ménages), enquêtes par téléphone complémentaires à des enquêtes existantes, démarches exploratoires (marche commentée, groupes de discussion,

entretiens qualitatifs pour l'étude sur le sentiment de sécurité dans le parc de la Poudrerie). L'implication de stagiaires, voire de doctorants, est souvent nécessaire pour mener à bien les enquêtes.

Ces approches instaurent généralement un dialogue entre méthodes quantitatives et qualitatives. Opérer des allers-retours entre les enquêtes quantitatives existantes et les données qualitatives créées spécifiquement pour l'étude donne des pistes d'analyse originales et contribue à resituer une étude dans un contexte plus global. « *Les entretiens ont permis d'entendre ce que les gens avaient à dire, le fait, par exemple, qu'ils ne souhaitaient pas avoir des espaces collectifs par crainte des conflits que cela pourrait engendrer ou des difficultés de gestion...* ».

L'appui sur des démarches qualitatives donne accès à la parole des habitants, une parole qui s'exprime en réponse à des questions ouvertes ou semi-ouvertes et qui permet de comprendre la façon dont les gens pensent ce qu'ils font et lui donnent du sens. D'où des découvertes (remise en cause d'idées reçues notamment) qui font avancer la réflexion et peuvent, ensuite, faire avancer l'action. « *En parlant avec eux, on obtient des informations que l'on n'attendait pas, qui ne peuvent pas être imaginées au départ par les professionnels, mais qui sont utiles. Ces points de vue n'apparaissent pas dans les enquêtes quantitatives...* », « *on sait très peu de choses sur les pratiques de consommation des gens...* ». Les résultats de ces études sont appréciés des commanditaires, « *ils ont été séduits par l'approche globale* ».

Cette approche reste, du fait du positionnement institutionnel de l'IAU îdF, peu fréquente. Elle est portée par des chargés d'études de profils variés qui font le choix de s'engager dans ce type de démarche, par goût, par conviction, par intérêt et qui parviennent à construire un consensus sur la légitimité de leur démarche. Il est clair que l'association avec le monde académique et l'inscription dans des appels d'offres institutionnels, donc dans des thématiques actuellement « porteuses » telles que le développement durable, aident à légitimer une démarche qui est, par nature, coûteuse en temps.

On retrouve, dans le positionnement décrit ci-dessus, des questions et démarches propres à des chercheurs qui tentent de revaloriser la dimension humaine au sein de l'aménagement (par exemple, J-F. Augoyard, N. Blanc, J. Lolive, O. Soubeyran, B. Kalaora). Critiques par rapport à une planification qui cherche à aménager le territoire sur la base de comportements attendus, leurs travaux intègrent l'expérience sensible et le ressenti des habitants. Ils s'appuient aussi sur une description fine des usages et sur une compréhension du sens que les gens donnent à leurs pratiques et aux territoires qu'ils utilisent et contribuent, en retour, à transformer. Pour eux, ce type d'approche enrichit la planification et l'ancre dans les réalités vécues. Elle les conduit à importer, dans le champ de l'aménagement, des méthodes dans lesquelles les personnes sont mises en situation (parcours commenté, écoute réactivée, observation participante...).

#### **2.4. Une approche fondée sur la coopération avec les habitants, pour des projets localisés**

Une approche consiste à coopérer avec les habitants (en l'occurrence les usagers d'un espace). Dans ce cas, le terme d'étude est peu adapté ; le travail est pensé comme un processus dans lequel les usagers sont étroitement associés à la démarche, d'une manière différente pour chacune des étapes. L'objectif est de co-construire avec des personnes ressources le diagnostic d'une situation puis des solutions opérationnelles en matière d'aménagement de l'espace. Ce type d'approche est rarement développé à l'IAU îdF, nous en avons identifié un seul exemple (l'étude de la MES sur le sentiment d'insécurité dans le parc de la Poudrerie à Sevran). Il est aussi peu fréquent dans l'ensemble du champ professionnel aujourd'hui. Mais il est néanmoins représentatif d'une approche de l'aménagement tournée vers la co-construction de l'action.

**Clarifier les formes et objectifs de la participation : M. Bonetti, P. Séchet, CSTB, mai 2000 (roneo)**

Nous reprenons ici la distinction entre les différentes formes d'implication des habitants dans la conduite des projets :

- l'information, les habitants sont informés et ne participent pas à l'élaboration et au processus de décisions ;
- la consultation, ils sont consultés avant l'élaboration du projet pour connaître leurs attentes, leur avis peut être sollicité sur l'avant-projet mais le maître d'ouvrage ne s'engage pas à tenir compte de leurs avis (il s'efforce de) ;
- avec la concertation, les décideurs s'engagent à négocier avec les habitants. Il importe alors de préciser l'objet, les modalités et les contraintes et limites de la négociation ;
- la coopération désigne un processus où les habitants sont associés étroitement et de bout en bout à l'élaboration du projet. Il participe au travail technique de définition du projet et aux décisions.

La richesse de cette approche est de subordonner la méthode aux objectifs poursuivis, sans présumer des outils à employer. Dans le cas cité, sont ainsi successivement utilisés :

- un questionnaire semi-ouvert auprès de 80 personnes pour recueillir un corpus de données quantitatives ;
- une marche exploratoire avec un groupe d'usagers montée avec l'aide d'une association pour recueillir in situ leurs perceptions et pratiques ;
- un échange à partir de supports photographiques et cartographiques pour travailler concrètement sur des propositions d'aménagement.

Ces différents outils et étapes sont intégrés dans la conduite générale du projet ; il est en effet essentiel de s'appuyer sur des méthodes clairement établies en matière de conduite de projet pour mener à bien ce type de processus<sup>8</sup>. Établir une confiance mutuelle est aussi important. Pour la chargée d'étude concernée, l'intérêt est aussi de créer des liens entre pratiques locales et gestion régionale. Au-delà des résultats concrets en termes d'aménagement d'espaces, les habitants ont le sentiment d'être pris en compte, écoutés, et finalement moins isolés.

Ce type de posture, qui peut effrayer *a priori* les commanditaires, produit pourtant des résultats intéressants. Elle s'inscrit dans une conception de l'aide à la décision qui emprunte à la théorie de la démocratie participative et/ou aux démarches américaines fondées sur l'*Advocacy planning*. De fait les références théoriques et les exemples pratiques sont nombreux, citons par exemple les travaux sur la participation citoyenne de P. Lascoumes, Y. Barthe, D. Bourg, JM. Fourniau ou de G. Faburel ou les travaux menés au CSTB depuis les années 70 notamment par M. Conan et M. Bonetti. L'idée est de construire un espace de dialogue, de produire un savoir collectif, de co-élaborer des propositions et de légitimer les choix en les fondant sur les réalités locales, et sur une concertation avec la société civile. Certains projets gagneraient à s'appuyer sur une connaissance et une prise en compte plus fines des points de vue des habitants.

---

<sup>8</sup>Pour en savoir plus sur ces démarches de concertation en matière d'aménagement régional, voir L. Perrin et P. Lecroart, *Démocratie participative et aménagement régional*, 4 tomes, 2000/2001, IAURIF.

## 2.5 Récapitulatif des études citées

Le tableau ci-dessous synthétise les principales caractéristiques des études mentionnées lors des entretiens.

Récapitulatif d'études s'appuyant sur la parole habitante (par ordre alphabétique d'auteurs)

Auteurs	Titre des études, département, date	Nature et contexte de la commande	Méthodes, outils	Moyens spécifiques engagés
A.Bardon	Demande sociale de nature en ville, DUAT, En cours	Programme d'étude IAU îdF, intégré dans la convention avec EPORSA	Entretiens semi-directifs auprès de 3 personnes ciblées, entretiens informels et observations	1 stagiaire (IUP, Paris Est)
A.Bardon et al.	Mise en oeuvre de la dimension fleuve du SDRIF sur le territoire de la Seine Aval, DUAT, 2009	Étude régionale	Entretiens informels au fil des visites de terrain, photos, croquis, observation	1 stagiaire (École du paysage d'Angers)
A.Bardon, B. Guigou, Ph. Montillet, Ch. Sallet	Histoire et identité socio-culturelle du territoire d'Orsa, DUAT, DDHEGL, DIDM, 2010	Étude sous convention avec ORSA	Observations, photos, croquis, entretiens informels au fil du terrain, nombreuses visites de terrain, 2 entretiens d'habitants	1 CDD, 1 stagiaire
L. de Biasi	Diagnostic du PNR du Gâtinais, DEUR, 2009	Étude régionale	Enquête auprès des élus des communes membres, questionnaire comprenant une partie sur la perception du territoire	----
L. de Biasi	Atlas rural d'îdF, DEUR, 2004	Programme d'études, commande DRIAAF	Questionnaire auprès de 200 personnes sur la perception de l'espace rural.	en partenariat avec Paris 10, 2 stagiaires
L. de Biasi	Étude avec la DRIAF (thème agriculture et paysage), DEUR, 2004	Financements croisés	Concours photographique « regard croisé » entre habitants urbains et ruraux avec exposition itinérante des lauréats.	----
C. Delaporte et D. Riou	Centres commerciaux et déplacements, DMT, 2001		Enquête auprès des usagers, observation des cheminements	----
A. Duguet	Étude paysagère de la plaine de France, DUAT, 2002	Programme d'études	Observation, entretiens informels	----
B. Guigou	Enquête habitants des ZUS sur leur cadre de vie, DDHEGL, 2004	Programme d'études, commande régionale	Questionnaire auprès de 2500 habitants des ZUS (tél. ou face à face).	SOFRES pour passation questionnaire
B. Guigou	Résidentialisation dans les grands ensembles, DDHEGL, 2004	Appel d'offres du Ministère de la Culture et du Patrimoine	Recherche historique, entretiens avec des maîtres d'œuvre Une cinquantaine d'entretiens qualitatifs	En collaboration avec l'IUP, Paris-Est. 1 stagiaire
P. Lecroart et L. Perrin	Démocratie participative et aménagement régional. Point de vue croisé sur 3 expériences, DUAT, 2000	Programme d'études	Tables rondes d'acteurs locaux Comparaison de démarches de concertation	----
C. Loudier-Malgouyres	Formes du pavillonnaire, MES, 2010	Programme d'études, auto commande	20 à 30 questionnaires habitants + un entretien collectif	----
C. Loudier-Malgouyres	Parc forestier de la Poudrerie. Étude pilote « sécurité-tranquillité », MES, 2005	Programme d'études, commande AEV et Direction du Parc	Enquête auprès de 80 usagers avec questions ouvertes et fermées, marche exploratoire avec un groupe d'usagers, visites de sites avec professionnels, travail photographique, entretiens collectifs, atelier de réflexion, restitution sous forme de posters	1 stagiaire
C. Loudier-Malgouyres	Étude lycée et surveillance vidéo, MES, 2007	Programme d'études, commande régionale	Entretiens collectifs, cartes mentales	1 CDD
L. Mettetal	Comportements énergétiques des ménages, DDHEGL, 2010	Appel offre PUCA, recherche, association universitaire	Cadrage statistique Entretiens exploratoires et 150 entretiens semi-directifs	Collaboration avec Université Paris 1 et CSTB, 2 doctorants
C. Peuvergne	Enquête annuelle sur les pratiques sportives, IRDS.	Programme d'études	Entretiens par téléphone auprès de 3000 personnes, questionnaire semi-fixe avec partie libre variant chaque année	----
Pierre-Marie Tricaud	Densité, végétation et forme urbaine, DUAT, 1997	Programme de recherche Ministère environnement	Entretiens informels, photos, croquis, observation	----
Pierre-Marie Tricaud	Intégration paysagère des lignes à haute tension, DUAT, 2004	Commande de Réseau de Transport d'électricité (RTE)	Audits patrimoniaux auprès d'acteurs et enquête de relais d'opinions	Collaboration avec Agroparistech et CSTB, 2 stagiaires

### 3. Questions et enjeux transversaux

Les entretiens avec les chargés d'études font aussi apparaître des questions et enjeux transversaux. Nous avons cherché, dans ce chapitre, à identifier des savoir-faire, des pistes d'action et des questions pouvant alimenter un débat qui reste à construire sur l'intégration de la parole habitante dans les études de l'IAU îdF.

#### 3.1 Savoir composer avec la multiplicité des outils et des savoirs

Plusieurs des démarches menées couplent méthodes quantitatives et qualitatives et au-delà s'appuient sur des outils d'enquêtes et de retranscription diversifiés et librement piochés dans la boîte à outils des sciences sociales (observation, diagnostic en marchant, croquis, plans, photographies, entretiens au fil de l'eau ou dans un cadre plus construit, questionnaires...). Les chargés d'études montrent un pragmatisme méthodologique fécond, inventif, et néanmoins rigoureux. Leurs pratiques montrent que l'opposition n'est pas entre enquête quantitative et qualitative mais plutôt entre démarche réflexive (quelles que soient les techniques utilisées) et démarche mécanique. Ceci ne les empêche pas de faire part d'une certaine inquiétude quant à un éventuel manque de formation concernant le maniement des outils et des démarches perçues comme sociologiques (mais qui sont en fait transversales à l'ensemble des sciences sociales) et, parfois, d'un « appétit » d'en savoir plus et d'être en quelque sorte « épaulé » dans ces démarches.

Plus largement il nous semble que cette volonté « d'aller voir » ce que font et pensent les gens relève d'une posture que l'on pourrait presque qualifier « d'existentielle ». « *Pour moi c'est évident, c'est inscrit dans ma culture, dans ma trajectoire, il faut aller voir, parler aux gens, comprendre ce qu'ils font et ce qu'ils en ont en tête* ». L'idée est que la compréhension du réel passe aussi par le « terrain », qui peut prendre la forme d'observation ou d'écoute de la parole d'usagers. Nous avons aussi beaucoup à apprendre de cette écoute, de cette confrontation avec le réel, en complément avec l'ensemble des outils plus classiques et techniques d'observation et d'analyse.

Cette posture n'est pas nécessairement théorisée. Elle s'ancre néanmoins dans une conception du fonctionnement du social selon lequel les habitants comprennent et donnent du sens à ce qu'ils font, ont une capacité réflexive et peuvent être force de propositions et contribuer à développer, aux côtés des professionnels et des élus, une visée prospective. Ce point de vue n'est pas naïf, ni hégémonique – les chargés d'études rencontrés savent bien qu'il ne suffit pas d'écouter les habitants pour comprendre – mais il est complémentaire d'autres approches. Il se justifie aussi par les évolutions des comportements, des pratiques, des modes de vie et par le fait que, contrairement à une opinion répandue, nous savons très peu de choses sur ces évolutions et sur la façon dont les Franciliens vivent aujourd'hui. Ce constat d'une forte méconnaissance, pointé par le champ académique<sup>9</sup>, est souligné par les chargés d'études rencontrés sur des thèmes aussi divers que les pratiques touristiques, sportives, la perception des espaces ruraux, les pratiques des habitants des quartiers en difficultés, les mobilités...

#### 3.2 Ouvrir la focale dans la construction des problématiques

Les entretiens témoignent aussi des stratégies pour faire émerger, construire et légitimer une commande qui s'exprime rarement de manière spontanée. Sans doute est-ce plus ou moins aisé selon les sujets : certains sont plus « porteurs » que d'autres, certains sont plus « sensibles » et « politiques »... Mais la manière dont les chargés d'études conçoivent et construisent leur rôle, leur métier et leur position, joue aussi un rôle déterminant. Il existe en

---

<sup>9</sup> Voir par exemple Alain Bourdin, *Du bon usage de la ville*, Descartes et Cie, 2009.

effet, et c'est sans doute une des forces de l'Institut, une capacité d'initiative et une marge de manœuvre des chargés d'études dans la définition de leur programme d'études et des cahiers des charges des études. La possibilité de faire émerger des démarches innovantes et des champs d'études exploratoires est réelle.

Nous l'avons dit, s'associer avec le milieu de la recherche est une voie empruntée par plusieurs chargés d'études, pour faire émerger des problématiques et des méthodologies sur des questions innovantes, construire la légitimité et la reconnaissance de nouveaux thèmes d'études, et les valoriser. Cela suppose l'appui sur des réseaux diversifiés et la capacité à « faire le lien » entre des univers professionnels proches mais néanmoins distincts.

Une autre voie, citée à plusieurs reprises dans les entretiens, est l'appui sur des démarches, expériences et réseaux internationaux. Le savoir-faire et la reconnaissance dont bénéficie l'Institut sur ce « créneau » sont reconnus. Ce qui est intéressant ici, c'est que l'expérience internationale, notamment celles des pays d'Europe du nord, est mobilisée pour ouvrir le champ des possibles et des questions, montrer qu'il est possible, puisque d'autres le font et obtiennent des résultats, d'écouter les habitants, de dialoguer et de les impliquer de façon pragmatique dans les projets. C'est par exemple le cas en Suède, où la méthode des sociotopes, protocole d'intégration des pratiques et perceptions des usagers des espaces publics pour l'aménagement de ceux-ci, a depuis longtemps été adoptée par le système d'acteurs<sup>10</sup>. L'IAU îdF reconnue pour la réalisation de comparaisons internationales pourrait peut être se pencher sur ces exemples.

### 3.3 Vers une confrontation des études avec la parole habitante ?

La plupart des interviewés évoquent le besoin de connaître comment les études qu'ils produisent sont perçues et reçues par les habitants et les relais d'opinion. Pour eux, cette confrontation légitimerait les études de l'IAU îdF et améliorerait leur capacité à répondre aux besoins des Franciliens et aux commandes régionales. En amont de la valorisation des études réalisées aujourd'hui à l'IAU îdF aux travers de différents canaux (Notes rapides, Cahiers, tables rondes, colloques, médias...), certains souhaiteraient construire des espaces d'échanges et d'interactions avec des habitants en s'appuyant sur des résultats.

Cette confrontation serait particulièrement intéressante pour des études à visée pédagogique, telles que les Cahiers pratiques ou des guides méthodologiques visant à faire évoluer des pratiques, faire passer des messages régionaux sur l'aménagement et la conception des espaces publics ouverts. Dans ce contexte, les retours sur la réception des travaux de l'IAU îdF, par les habitants mais aussi plus largement par les usagers de ces espaces (gestionnaires compris), permettraient un enrichissement et aideraient à comprendre la façon dont les concepts régionaux, développés et déclinés dans nos études, sont perçus et intégrés par le système d'acteur local. Cela contribuerait aussi à légitimer les propositions, à faciliter leur appropriation par les élus et techniciens.

Mais les chargés d'études de l'IAU îdF relayent aussi une crainte des élus et des techniciens d'être confrontés au syndrome NIMBY. Comme dans le milieu professionnel de l'urbanisme et plus largement dans la société française toute entière, une certaine ambivalence existe en matière de travail et de concertation avec les habitants. Le point de vue des chargés d'études reflète cette diversité et ces interrogations quant à la place à donner à la parole habitante dans les études et les projets. La peur de faire émerger et de se heurter à des conflits et des mécontentements de la population est aujourd'hui fréquente et partagée. Elle conduit parfois les acteurs à préjuger de la parole habitante, alors que l'expérience montre que les habitants ont des avis, des ressentis, « *auxquels on ne s'attend pas* ».

---

<sup>10</sup> Conférence d'Alexander Sthale, architecte paysagiste, les Actes du colloque de Lorient, AUDELOR, Décembre 2009. Voir aussi le site créé par J.P. Ferrand : [sociotopes.eklablog.com](http://sociotopes.eklablog.com).

Ceux qui travaillent principalement à l'échelle régionale estiment que leurs sujets d'étude se prêtent peu à la rencontre avec des habitants. Plusieurs arguments justifient cette position : manque de compétences et de légitimité pour recueillir et analyser les paroles des habitants, difficulté à percevoir l'apport de ces démarches coûteuses en temps et en énergie, difficulté pour faire passer des messages **d'enjeux régionaux** à des habitants plus concernés par des questions de proximité et de vie quotidienne. Dans cette perspective, le contact et le lien avec les habitants est perçu comme étant du ressort des élus et/ou des associations. *« Il faut apprendre à parler aux habitants, c'est un savoir-faire d'élus. Il faut apprendre à être pédagogue, expliquer avec des mots compréhensibles ».*

Si le travail en amont avec des habitants est effectivement difficile sur certains sujets, il existe néanmoins des méthodes reconnues. Les conférences de citoyens, les groupes de discussion, permettent de faire émerger une parole habitante sur des sujets a priori peu porteurs<sup>11</sup>. Il serait aussi possible d'imaginer des modes de présentation et de suivi des études qui facilitent leur appropriation par le grand public et les « fassent vivre » : expositions itinérantes, formation auprès d'élus et d'acteurs sur les enseignements et apports des études produites. Rappelons le succès rencontré par les expositions itinérantes du concours photographique réalisé suite à l'Atlas rural ou l'intérêt suscité par l'exposition réalisée à Sevran dans le parc de la poudrière.

Les études basées sur des enquêtes auprès d'habitants sont souvent appréciées des commanditaires qui soulignent l'apport original d'une telle approche. Un paradoxe demeure pourtant. Si ces approches sont appréciées, elles restent peu fréquentes et continuent à relever soit d'une commande ponctuelle mais non suivie dans le temps, soit d'initiatives individuelles. Autre difficulté pointée par les chargés d'études : celle d'affiner leurs analyses à l'échelle départementale et locale. Les données quantitatives sont en effet incomplètes et mériteraient d'être complétées par une approche plus qualitative ou plus fine. De plus, des inquiétudes s'expriment quant à la baisse de crédits et à la raréfaction, voire la disparition, de certaines enquêtes nationales ou régionales (notamment l'enquête régionale sur le tourisme).

---

<sup>11</sup> Cf les travaux de A. Fourniau sur les conférences de citoyens, de M. Callon, P. Lascoumes et L. Barthe sur les processus de dialogue, ou de D. Bourg sur la démocratie participative.

## 4. ANNEXES

### Annexe 1 : Les profils des chargés d'étude rencontrés.

Chargé d'études	Département IAU îdF	Formation	Champ d'études principal
Emmanuel Blum	DDHEGL	Urbaniste	Tourisme
Lucile Mététal	DDHEGL	Géographe	Habitat-énergie
Laure de Biasi	DEUR	Ingénieur agricole	Espaces ouverts
Dominique Riou	DMT	Ingénieur	Mobilité durable
Muriel Naudin	DPAD	Architecte urbaniste	Etudes régionales
Adélaïde Bardon	DUAT	Paysagiste	Etudes territoriales
Anca Duguet	DUAT	Architecte urbaniste	Etudes territoriales
Laurent Perrin	DUAT	Architecte urbaniste	Etudes territoriales
Pierre-Marie Tricaud	DUAT	Paysagiste	Etudes territoriales
Claire Peuvergne	IRDS	Géographe	Pratiques sportives
Brigitte Guigou	DDHEGL	Sociologue urbaniste	Politique de la ville
Céline Loudier-Malgouyre	MES	Urbaniste	Sécurité, aménagement espaces publics

### Annexe 2 : Ressources

#### Quelques ouvrages de référence :

Sophie Alami, Dominique Desjeux, Isabelle Garabau-Moussaoui, *Les méthodes qualitatives*, PUF, Que sais-je ? 2009.

Stéphane Beaud, Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 2003.

Nathalie Blanc, Jacques Lolive, « L'écologie, l'artiste et le public », in Nathalie Blanc, Jacques Lolive (dir.), *Environnement, engagement esthétique et espace public*, Paris éditions Apogée/Cosmopolitiques, 2007.

Michel Conan, *L'invention des lieux*, Théétète éditions, 1997.

CSTB, sous la direction de Michel Conan, *Perspectives pour la maîtrise d'ouvrage publique*, Plan Construction et architecture, ronéo, non daté.

Maria Nordström, Anders Sandberg, Alexander Stahle, 2003, *Le manuel des sociotopes, consulter les habitants et la carte des sociotopes pour planifier l'espace public*, traduction F. et T. Heide, 2009, Audélor.

#### Les ressources internes

- Logiciel interne de traitement d'enquête « limesurvey » élaboré pour la mission sécurité (par Jean-Frédéric Lassara)

